



**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES :
TECHNOLOGIES, RÉSEAU ET TÉLÉCOMMUNICATION -
CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION 2026 (Ref.
MAPA-CEN2026-06)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Date limite de remise des offres : mercredi 16 mars 2026 à 12h00 (heure de Paris)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES : TECHNOLOGIES, RÉSEAU ET TÉLÉCOMMUNICATION - CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION 2026 (Ref. MAPA-CEN2026-06)	1
PRÉAMBULE	5
ARTICLE 1 - ACHETEUR	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	5
PARTIE 1 - CLAUSES TECHNIQUES	5
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS COMMUNES À L'ENSEMBLE DES LOTS	5
3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
3.2 PLANNING PRÉVISIONNEL	5
3.3 ÉTENDUE DES PRESTATIONS ET EXCLUSIONS	6
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DU LOT 1 : DÉPLOIEMENT D'UN RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ENSEMBLE DES OUTILS PERMETTANT SON FONCTIONNEMENT ET SON UTILISATION	7
4.1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	7
4.2 PRESTATION 1 - LIGNE PRINCIPALE	7
4.2 PRESTATION 2 - REDONDANCE	8
4.3 PRESTATION 3 - FOURNITURE DE LIGNE INTERNET SUPPLÉMENTAIRE	8
4.4 PRESTATION 4 - INSTALLATION DU RÉSEAU LOCAL	8
4.5 PRESTATION 5 - SEGMENTATION LOGIQUE DU RÉSEAU ET VLAN	8
4.6 PRESTATION 6 - POINTS DE CONNEXION FILAIRES	9
4.7 PRESTATION 7 - RÉSEAUX WI-FI	9
4.8 PRESTATION 8 - SÉCURITÉ	10
ARTICLE 5 - DESCRIPTION DU LOT 2 - FOURNITURE DES BESOINS TECHNOLOGIQUES ET INFORMATIQUES POUR LES SYSTÈMES PERMETTANT LA GESTION DU CHRONOMÉTRAGE ET DES RÉSULTATS DES ÉPREUVES SPORTIVES	11
5.1 PRESTATION 1 - FOURNITURE DU MATÉRIEL	11
5.1.1 Matériel d'impression	11
5.1.2 Moniteurs	11
5.1.3 Périphériques et consommables	11
ARTICLE 6 - DESCRIPTION LOT 3 - FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET INFORMATIQUES DURANT LA PÉRIODE OPÉRATIONNELLE	11
6.1 PRESTATION 1 -	12
PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES	13
ARTICLE 7 - ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	13
7.1 ALLOTISSEMENT	13
7.2 LIEU D'EXÉCUTION	14
7.3 VISITE	14
7.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ	14
ARTICLE 8 - DURÉE DU MARCHÉ	15
ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	15
ARTICLE 10 - REPRÉSENTATION DES PARTIES	15
10.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN	15

10.2 REPRÉSENTATION DU PRESTATAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU PRESTATAIRE	16
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 12 - CLAUSE DURABILITÉ ET HÉRITAGE	17
ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	18
13.1 RESPECT DES NORMES	18
13.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT	18
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES	18
14.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	18
14.2 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	19
ARTICLE 15 - RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES	19
15.1 RESPONSABILITÉ DU PRESTATAIRE	19
15.2 RÉPARATION DES DOMMAGES	19
15.3 ASSURANCES	20
15.4 GARANTIES DIVERSES	20
ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION	20
ARTICLE 17 - DÉLAI D'EXÉCUTION	20
17.1 DÉBUT DE DÉLAI	20
17.2 EXPIRATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	21
17.3 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	21
ARTICLE 18 - LIVRAISON	21
ARTICLE 19 - PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE	22
ARTICLE 20 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC	22
20.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ	22
20.2 SUIVI DES PRESTATIONS	22
ARTICLE 21 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ	23
ARTICLE 22 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE	23
ARTICLE 23 - MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ	24
23.1 INTÉRÊTS MORATOIRES	24
23.2 TAUX DE TVA	24
23.3 MONNAIE	24
23.4 TRANSMISSION DES FACTURES	24
ARTICLE 24 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	24
24.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	24
24.2 ADMISSION	25
24.3 AJOURNEMENT	25
24.4 RÉFACTION	26
24.5 REJET	26
ARTICLE 25 - PÉNALITÉS DU MARCHÉ	26

25.1 PÉNALITÉS DE RETARD	27
25.2 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE	27
25.3 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES	27
25.4 PÉNALITÉS SOCIALES	27
ARTICLE 26 - MODALITÉS DE FACTURATION	28
ARTICLE 27 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	28
ARTICLE 28 - DISPOSITIONS DIVERSES	29
28.1 LANGUE	29
28.2 GROUPEMENT	29
ARTICLE 29 - RÉSILIATION	29
29.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	29
29.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU PRESTATAIRE	30
29.3 DÉCOMPTE DE RÉSILIATION	30
29.3.1 Au débit du prestataire	30
29.3.2 Au crédit du prestataire	31
ARTICLE 30 - CONTENTIEUX	31

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur de ce marché est :

La Fédération Française de Natation (FFN)

104 Rue Martre

92110 CLICHY

Elle est représentée par son président.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la fourniture des moyens technologiques, des réseaux et télécommunications nécessaires à la tenue des CEN 2026.

La valeur totale du marché est estimée à 175 000 € HT.

Le présent marché est composé de 3 lots :

- Lot 1 : Déploiement d'un réseau de télécommunications et de l'ensemble des outils permettant son fonctionnement et son utilisation,
- Lot 2 : Fourniture des besoins technologiques et informatiques pour les systèmes permettant la gestion du chronométrage et des résultats des épreuves sportives, en collaboration totale avec le fournisseur désigné par European Aquatics,
- Lot 3 : Fourniture d'équipements technologiques et informatiques durant la période opérationnelle répondant à un besoin justifié des équipes des CEN 2026 et de celles de European Aquatics.

Les prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre sont inscrites en partie 1 du présent cahier des clauses particulières. Elles seront exécutées via l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

PARTIE 1 – CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS COMMUNES À L'ENSEMBLE DES LOTS

3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'organisation des Championnats d'Europe de Natation 2026 nécessite la mise à disposition de solutions technologiques fiables, sécurisées et adaptées. Les systèmes décrits au présent CCP constituent un socle indispensable à la réalisation des services attendus.

3.2 PLANNING PRÉVISIONNEL

Centre aquatique Olympique	
Début des installations (période d'exploitation du site)	29 juin 2026
Date de fin des installations	16 juillet 2026
Date envisagée de commission de sécurité	17 juillet 2026
Début des compétitions	27 juillet 2026
Fin des compétitions – début du démontage	10 août 2026
Fin du démontage	7 septembre 2026

Bras de Grenelle	
Début des installations (période d'exploitation du site)	27 juillet 2026
Date de fin des installations	30 juillet 2026
Date envisagée de commission de sécurité	31 juillet 2026
Début des compétitions	2 août 2026
Fin des compétitions – début du démontage	9 août 2026
Fin du démontage	11 août 2026
Pont Bir-Hakeim	
Début des installations (période d'exploitation du site)	31 juillet 2026
Date de fin des installations	4 août 2026
Date envisagée de commission de sécurité	Date prévisionnelle communiquée ultérieurement. Le titulaire devra intégrer cette contrainte.
Début des compétitions	6 août 2026
Fin des compétitions – début du démontage	10 août 2026
Fin du démontage	12 août 2026

Un travail spécifique de planification des installations sera entrepris lors des prochaines phases de travail. Il est cependant important de noter, qu'en raison du court intervalle en jours entre les épreuves de plongeon et de natation artistique d'une part et de natation course d'autre part sur le site du Centre Aquatique Olympique, il sera demandé aux fournisseurs leurs meilleurs efforts d'anticipation d'installation du matériel avant l'intégralité de ces compétitions et de n'utiliser le temps de la « transition » que pour l'installation de petit matériel restant et de configuration/test.

3.3 ÉTENDUE DES PRESTATIONS ET EXCLUSIONS

Les systèmes et opérations suivants ne seront pas déployés et gérés par le(s) prestataire(s)

- Réseau de contribution broadcast et transmission des flux du site vers un centre de production
- Système d'information des commentateurs (MIS) à l'exception de la fourniture de matériel et de câblage uniquement (cf : Lot 3)
- Gestion des incidents sur les équipements non managés par la FFN (ex : PC de EA ou d'un tiers, hors assistance à la connexion au réseau Internet déployé par la FFN)
- Services de télécommunication commandés directement par des tiers (ex : le diffuseur hôte commande des services télécom directement à un prestataire, un MRH commande des services télécom sur site directement à un fournisseur)
- Matériel IT commandé et géré directement par les autres départements de la FFN (ex : matériel pour les opérations de billetterie, de contrôle d'accès, d'accréditation, de vidéo-surveillance, etc.).

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DU LOT 1 : DÉPLOIEMENT D'UN RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ENSEMBLE DES OUTILS PERMETTANT SON FONCTIONNEMENT ET SON UTILISATION

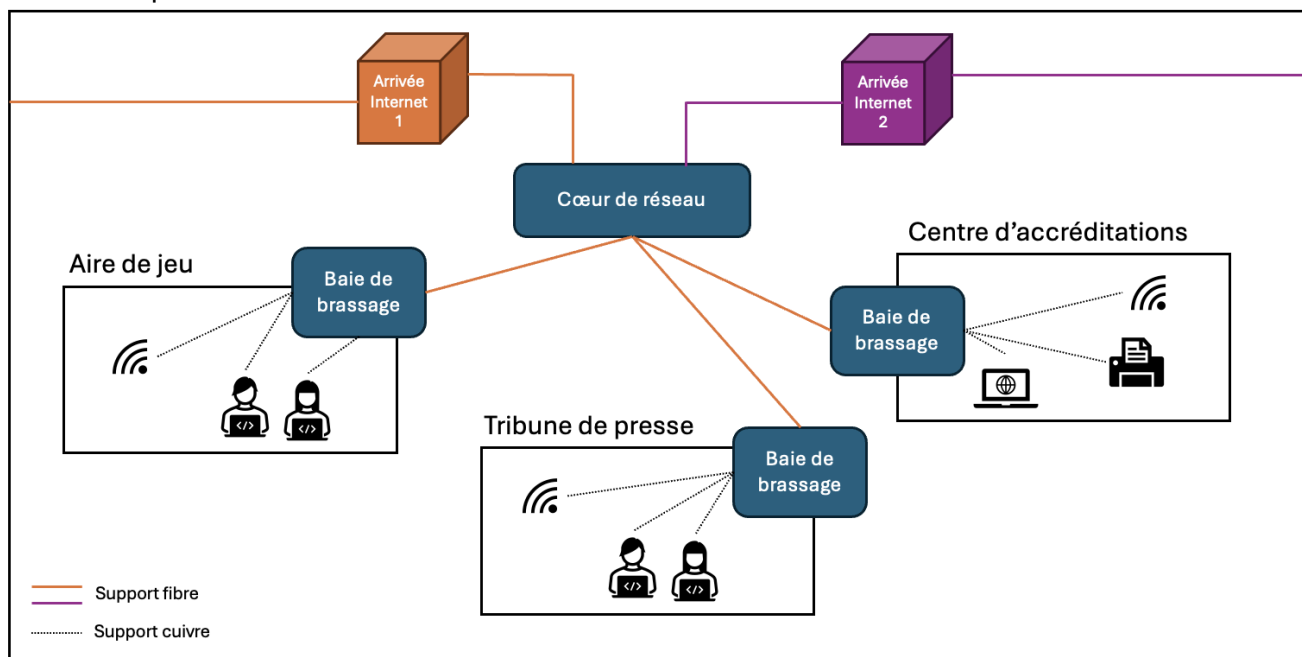
4.1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

La synthèse du besoin concernant la desserte du site en lignes Internet peut se résumer tel que :

Site	Minimum bande-passante ligne principale	Redondance
Centre Aquatique Olympique	2 GB	Oui - 1GB
Bras de Grenelle	2 GB	A confirmer
Pont Bir-Hakeim	2 GB	A confirmer

L'architecture du réseau local sera déterminée par le fournisseur de la solution et validée par la FFN, dans le but de prendre en compte – entre autres - les infrastructures existantes de chaque site. Cette architecture, à titre d'exemple, pourrait s'établir comme tel :

Site de compétition



NB : ce schéma n'est fourni qu'à titre indicatif : les zones à couvrir, le type de câblage, la redondance, la mutualisation, etc. seront à définir conjointement par le fournisseur et la FFN

4.2 PRESTATION 1 - LIGNE PRINCIPALE

Le prestataire devra fournir une connexion Internet stable et rapide sur chacun des sites de compétitions, en garantissant la fiabilité et la qualité du réseau. A cet effet, le prestataire propose le déploiement du réseau local.

Le prestataire fournira la bande passante totale nécessaire pour couvrir l'ensemble des usages et des flux par espace (zones, publics, services), d'un minimum de 2 Gb, celle-ci pouvant être réévaluée en fonction des besoins afin de garantir, pour chaque zone, une bande passante minimale.

4.2 PRESTATION 2 - REDONDANCE

Le prestataire installera une seconde ligne internet desservant le réseau local. Cette 2nde ligne Internet pourra :

- o Être en back-up de la première ou en complément ;
- o Être la ligne Internet existante du site ;
- o Être d'un fournisseur différent de la ligne principale.

Cette hypothèse vise à atténuer tout scénario de failover de la ligne Internet primaire, en cas de dysfonctionnement, de dommage physique sur cette ligne, ou encore de problème sur le backbone du fournisseur principal. Cette 2nde ligne devra être livrée à une localisation différente du site de la 1^{ère} ligne Internet, sauf impossibilité liée à la configuration du site et après accord de la FFN

La bande-passante de cette 2nde ligne devra être calculée selon le concept de redondance retenu et les services « cruciaux » (chronométrage, télédiffusion) .

4.3 PRESTATION 3 - FOURNITURE DE LIGNE INTERNET SUPPLÉMENTAIRE

En parallèle ou en complément de ce concept de redondance, le prestataire fournit d'autres lignes Internet (type xDSL).

4.4 PRESTATION 4 - INSTALLATION DU RÉSEAU LOCAL

Le prestataire devra installer deux types de zones techniques principales sur chaque site :

- L'espace où les équipements cœur de réseau seront installés (routeur, pare-feu, core switches, etc.) et où la ligne Internet principale sera acheminée ;
- Les « baies de brassage » installées de part et d'autre du site, en relais du cœur de réseau vers chaque point d'utilisation final du réseau, où les switches de distribution seront installés.

Il y aura au minimum 1 cœur de réseau par site et maximum 2 selon le concept de redondance retenu, et plusieurs baies de brassage par site selon leur superficie et leur agencement. Selon le type de site, les locaux techniques existants pourraient être utilisés, ces espaces pourraient sinon être créés de toute pièce (cette solution sera à limiter) ou implantés dans d'autres espaces existants ou temporaires.

4.5 PRESTATION 5 - SEGMENTATION LOGIQUE DU RÉSEAU ET VLAN

Dans un objectif de gestion du réseau et de sécurité, le réseau local déployé procédera à une segmentation virtuelle. Le nombre et la qualité de chaque VLAN sont définis ci-dessous :

VLAN	Population	Bande-passante	Caractéristiques
Organisation	Organisateurs, European Aquatics, centre d'accréditations, contrôle d'accès	200M minimum garanti pour l'ensemble du VLAN	
Swiss timing	Chronométreur officiel	300M	2x100M minimum dédiés dans chaque salle de gestion des résultats IPv4, DHCP
MIS	Système d'information des commentateurs TV	Pas d'accès Internet sur ce VLAN	Pas de DHCP, pas de restrictions sur ce VLAN
TV audio	VoIP des commentateurs TV (remplaçant les lignes RNIS)	5M minimum par port	
TV	Commentateurs TV	200M minimum	
Media	Presse écrite, web, réseaux sociaux	200M minimum	
Photographes	Photographes	200M minimum	
Athlètes et VIP	Athlètes, invités, VIP	100M minimum	

Toutefois, la FFN pourra être amenée à créer des VLAN supplémentaires, notamment pour des besoins de sécurité ou de maintenance du site ; le prestataire devra en prévoir les modalités de mise en œuvre.

4.6 PRESTATION 6 - POINTS DE CONNEXION FILAIRES

Le prestataire met en place des points de connexion filaire pour répondre aux besoins de l'organisation tel que détaillé dans l'annexe 1. Il devra être vigilant à limiter le déploiement de ces connexions et proposer d'autres solutions lorsque c'est possible.

4.7 PRESTATION 7 - RÉSEAUX WI-FI

La configuration des fréquences des bornes Wi-Fi déployées ainsi que la typologie du réseau Wi-Fi seront à déterminer par le fournisseur de la solution ainsi que par l'entité gérant l'allocation des fréquences radio.

L'accès aux réseau Wi-Fi sera contrôlé et sécurisé par un mot de passe, et/ou se fera via la saisie d'identifiants uniques permettant le traçage des connexions. Un tel système devra se conformer aux législations en matière de gestion des données personnelles.

Les plus hauts standards de cryptage devront être utilisés.

La configuration (SSID, mot de passe, splash page, etc.) devra être la même sur l'ensemble des sites où un tel système sera déployé afin de permettre une homogénéité ainsi que faciliter la connexion.

Sauf contraintes particulières et après validation de la FFN, le prestataire n'a pas recours au filtrage des adresses MAC pour la connexion au Wi-Fi.

La synthèse des réseaux Wi-Fi à déployer est :

VLAN	SSID	Mot de passe
Organisation	à définir	à définir
Swiss timing	à définir	à définir
MIS	Pas de Wi-Fi	
TV audio	Pas de Wi-Fi	
TV	à définir	à définir
Media	à définir	à définir
Photographes	à définir	à définir
Athlètes et VIP	à définir	à définir

4.8 PRESTATION 8 - SÉCURITÉ

Le prestataire devra garantir l'équilibre entre la sécurité du réseau, à la fois d'accès depuis l'extérieur mais aussi de potentielles dangereuses activités effectuées sur celui-ci, et sa flexibilité d'exploitation.

Les mesures de sécurité à mettre en place sont déterminées conjointement par le prestataire et la FFN, en collaboration avec les fournisseurs de services de télécommunication et de matériel informatique ; le prestataire devra être en mesure de mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Monitoring du réseau : un monitoring proactif de l'ensemble des activités qui passent par le réseau local pourra être prévu à minima lors des périodes de compétition, dans le but de permettre aux administrateurs réseau d'être dans les meilleures dispositions pour détecter et/ou solutionner tout potentiel problème. L'autre objectif de ce monitoring est de faciliter le reporting qui pourra être demandé en fin de journée ou en fin d'évènement.
- Pare-feu : selon le schéma d'architecture réseau qui sera retenu et la potentielle implémentation de pare-feu sur site, de basiques règles et procédures d'ouverture de ports seront définies ;
- Filtrage d'URL et de contenu : ce filtrage sera à mettre en place sur l'ensemble des sites officiels, en particulier sur certains segments du réseau qui seraient ouverts aux populations « externes » à l'organisation (médias, VIP, etc.). Ce système préviendra de l'accès à certains types de sites Internet présentant du contenu pour adultes, des sites de paris, de jeux en ligne, etc.
- Adressage IP ;
- Redondance.

ARTICLE 5 - DESCRIPTION DU LOT 2 - FOURNITURE DES BESOINS TECHNOLOGIQUES ET INFORMATIQUES POUR LES SYSTÈMES PERMETTANT LA GESTION DU CHRONOMÉTRAGE ET DES RÉSULTATS DES ÉPREUVES SPORTIVES

La FFN accorde une attention particulière aux objectifs de sobriété en matière de fournitures et se montre, à ce titre, ouverte à toute proposition d'optimisation formulée par le prestataire.

Dans la mesure du possible, le fournisseur proposera des dispositifs de sécurisation physique adaptés (câbles Kensington, armoires, scellés...) et optimisera son processus de livraison et de reprise du matériel ainsi que ses besoins en stockage.

Le prestataire devra être en mesure de remplacer le matériel dans les 8 heures ouvrées en cas d'incident ou de défectuosité, grâce à un stock tampon.

5.1 PRESTATION 1 - FOURNITURE DU MATÉRIEL

5.1.1 Matériel d'impression

Le matériel d'impression sera installé en réseau. Le prestataire devra définir avec précision la procédure détaillée de l'installation de ces périphériques sur les PC de chaque personne en droit d'imprimer.

Configuration standard type attendue pour les imprimantes : jet d'encre ou laser, impression jusqu'à 20 pages par minute, impression recto-verso, Ethernet, WiFi 5 GHz et USB, bac d'alimentation papier de 250 feuilles

Configuration standard type attendue pour les copieurs : 20 pages par minute, segment 1, capacité + de 2000 feuilles, laser, A3, A4, A5, A6, Ethernet, WiFi 5 GHz et USB, scanner (scan-to-email), agrafage

5.1.2 Moniteurs

La fourniture de moniteurs pour l'affichage des flux émanant du système d'information des médias sera à prévoir (annexe 3), avec des spécifications précises communiquées par le chronométreur officiel (annexe 2).

Configuration standard type attendue : 22 pouces minimum, connectique HDMI ou USB-C, écran full HD (1920×1080)

5.1.3 Périphériques et consommables

D'autres petits périphériques (câblage, consommables d'imprimantes, etc.) pourraient être à prévoir selon les besoins communiqués par les départements.

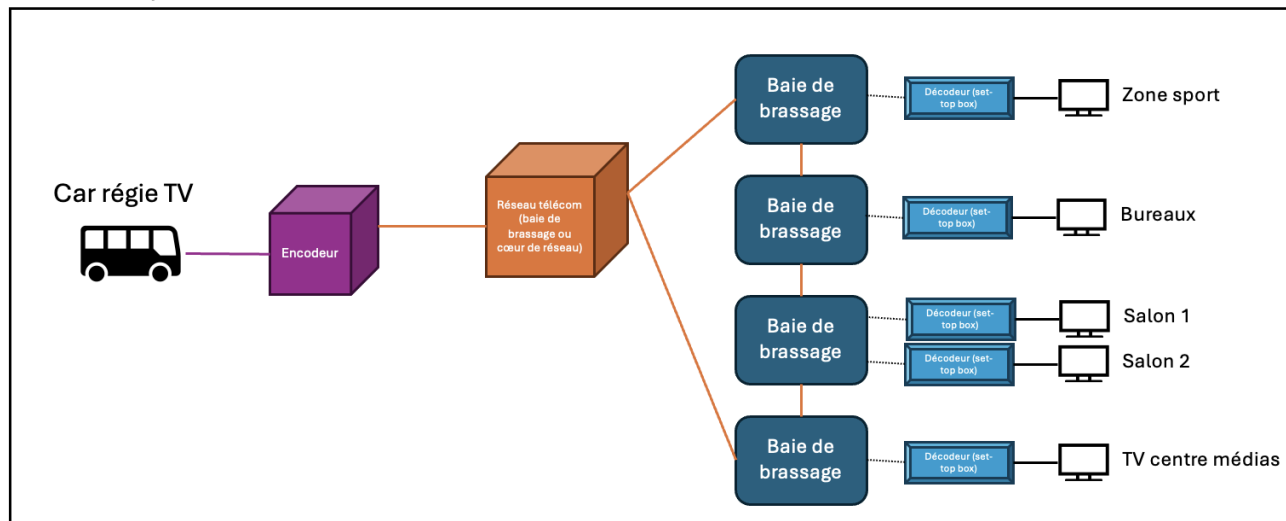
ARTICLE 6 - DESCRIPTION LOT 3 - FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET INFORMATIQUES DURANT LA PÉRIODE OPÉRATIONNELLE

La FFN s'engage à la mise en place d'un service et d'équipements permettant la récupération, le transport, et la diffusion sur des moniteurs du flux télévisuel de la compétition en cours sur le site.

Il est à noter que seule la diffusion de la compétition qui se déroule sur le même site sera prévue, les compétitions des autres sites ne seront pas diffusées. Il convient également de clarifier que pour le segment des postes commentateurs TV, la fourniture du moniteur et du flux TV sera prévue par le diffuseur hôte pour des raisons techniques logiques.

Si l'architecture du réseau de diffusion des flux TV par câble sera à confirmer par le fournisseur de la solution, le schéma suivant pourra être retenu :

Site de compétition



6.1 PRESTATION 1 -

Le fournisseur devra faire ses meilleurs efforts pour mettre en place un réseau qualitatif avec une latence « acceptable » entre la compétition et sa retransmission, et étudiera sa capacité à diffuser le flux avec sa bande sonore.

Toute innovation permettant un déploiement d'une solution plus « simple » et plus économique pourra être envisagée, avec notamment l'utilisation de la technologie Wi-Fi.

La fourniture du signal de télévision par câble et du moniteur respectera au maximum la volonté de réduire au maximum le nombre de terminaux déployés.

Les spécifications du moniteur permettant l'affichage des flux seront à définir conjointement entre la FFN et le fournisseur car dépendant de la solution (connectique, latence et résolution, taille d'écran).

PARTIE 2 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 7 – ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

7.1 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

NUMÉRO DU LOT	OBJET DU LOT	MONTANT MAXIMUM EN EUROS HT
1	Le déploiement d'un réseau de télécommunications et de l'ensemble des outils permettant son fonctionnement et son utilisation	120 000€
2	La fourniture des besoins technologiques et informatiques pour les systèmes permettant la gestion du chronométrage et des résultats des épreuves sportives, en collaboration totale avec le fournisseur désigné par European Aquatics	30 000€
3	La fourniture d'équipements technologiques et informatiques durant la période opérationnelle répondant à un besoin justifié des équipes des CEN 2026 et de celles de European Aquatics	25 000€

Les lots sont mono-attributaires. Les soumissionnaires peuvent candidater à tout ou partie des lots.

Les lots sont à prix mixte.

Chaque lot constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande selon les modalités d'exécution précisées dans le CCP du présent accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum indiqué supra. Les montants indiqués (estimés et maximum) ne constituent pas un engagement de commande. Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots. Pour chaque lot, celui-ci cessera automatiquement de produire ses effets et deviendra caduc si ce montant maximum est atteint. La fin du lot produite par l'atteinte du montant maximum s'applique quelle que soit la durée du lot prévue initialement.

7.2 LIEU D'EXÉCUTION

Les prestations de chacun des lots auront lieu sur les différents lieux de compétitions des CEN 2026 :

Centre Aquatique Olympique de la Métropole du Grand Paris (CAO-MGP) Natation course Plongeon Natation artistique	
Quai Grenelle Épreuves en eau libre	Les espaces « hors sport » de ces 2 sites pourront être mutualisés (salle de presse, espace volontaires)
Pont Bir-Hakeim Plongeon de haut vol	

7.3 VISITE

Les candidats devront obligatoirement procéder à une visite des lieux d'exécution du marché dans les conditions suivantes :

DATE, HORAIRE ET LIEU DE LA VISITE
Le 4 mars 2026 à 10h30 au Centre Aquatique Olympique MGP à Saint-Denis
Les sites Seine ne feront pas l'objet d'une visite sur site ; ils seront présentés de manière détaillée sur plans à l'issue de la visite du Centre Aquatique Olympique

Pour tous renseignements complémentaires liés au déroulé des visites, les candidats pourront contacter Raphaël Rieumal, raphael.rieumal@ffnatation.fr ou 06.75.90.09.96

Le prestataire sera réputé ainsi avoir une parfaite connaissance des lieux :

- configuration du site
- conditions d'accès
- ainsi que tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Il ne pourra, par la suite, invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de la Fédération.

À l'issue de la visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre. Les offres des candidats qui ne présenteront pas cette attestation ne seront pas recevables.

7.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ

La Fédération peut conclure avec d'autres opérateurs économiques sur des prestations similaires à celle prévue au présent marché dès lors qu'elles ne concernent pas l'organisation des championnats d'Europe ou dès lors que le prestataire n'est pas en mesure de répondre à la commande de la Fédération, dans les délais impartis.

Le marché pourra être modifié, dans les limites et conditions du code de la commande publique, si des fournitures ou services supplémentaires deviennent nécessaires et ne figurent pas dans la présente consultation, à la condition qu'un changement de prestataire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants.

ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ

Chaque lot est conclu avec un maximum d'engagement en montants HT, qui constitue la limite supérieure des obligations contractuelles de l'ensemble des parties à l'accord-cadre. Ainsi, celui-ci prend fin de plein droit dès lors que le maximum est atteint et ce, quand bien même sa durée de validité ne serait pas encore expirée.

Le marché prendra fin à l'issue des championnats d'Europe de Natation 2026 et au plus tard au 31 août 2026.

ARTICLE 9 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le cahier des clauses particulières ;
- l'offre technique du prestataire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par la Fédération au prestataire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du prestataire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

ARTICLE 10 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

10.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN

Dès la notification du marché, la FFN désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du prestataire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la Fédération en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au prestataire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant la Fédération.

10.2 REPRÉSENTATION DU PRESTATAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU PRESTATAIRE

Dès la notification du marché, le prestataire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la Fédération, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le prestataire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la Fédération dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le prestataire.

Le prestataire est tenu de notifier sans délai à la Fédération les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le prestataire est tenu de notifier sans délai à la Fédération toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

La FFN notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au prestataire. Chaque prestataire identifie également une personne chargée du suivi du marché dont il communique les coordonnées à la FFN. Ce correspondant a également pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Une réunion de lancement et un groupe de travail FFN/prestataire sera mis en place dès signature du marché pour arrêter un plan de montage et démontage.

Le prestataire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au prestataire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

Le prestataire qui envisage d'en sous-traiter une partie demande à la Fédération d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, la Fédération notifie au prestataire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le prestataire fait connaître à la Fédération le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le prestataire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à la Fédération lorsque celui-ci en fait la demande.

ARTICLE 12 – CLAUSE DURABILITÉ ET HÉRITAGE

L'entreprise attributaire devra :

- Fournir les données nécessaires à la réalisation des bilans de l'événement conformément aux demandes de la Fédération notamment sur les études d'impact ;
- Participer à l'enquête de satisfaction des prestataires ;
- Intégrer les engagements de la Fédération en matière de lutte contre toutes les discriminations et de promotion de l'égalité femme-homme à l'ensemble de ses prestations ;
- Relayer les programmes de sensibilisation et d'informations de la Fédération auprès de ses équipes opérationnelles.

Soucieuse de réduire l'empreinte environnementale de ses achats, la FFN intègre des exigences environnementales destinées à promouvoir des prestations écoresponsables tout au long de l'exécution du marché, conformément à la Charte des 15 engagements écoresponsables des organisateurs d'événements et la Charte des événements écoresponsables de la ville de Paris, que le prestataire s'engage à respecter et appliquer dans les dispositions qui lui sont applicables.

À ce titre, le prestataire s'engage à adopter une démarche proactive d'amélioration continue de la performance environnementale des produits et services mobilisés, notamment en amont de chaque projet, où il devra être force de proposition sur ce sujet. Pendant toute la durée d'exécution des prestations, il veille au respect de ces engagements et fournit, à la demande de la FFN, tout élément de preuve nécessaire.

Il est attendu du prestataire qu'il s'engage pleinement sur les points suivants :

- Réduction de l'empreinte carbone (transports, emballages, etc.)
- Réduction des déchets et tri systématique
- Limitation du gaspillage alimentaire
- Optimisation des achats (seconde vie, recyclage, réemploi)
- Suppression ou remplacement des emballages à usage unique

Le prestataire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la Fédération.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par la Fédération afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le prestataire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du prestataire pendant la durée du marché.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

13.1 RESPECT DES NORMES

L'ensemble des prestations, fournitures et installations devra être conforme aux normes, réglementations et règles de l'art en vigueur.

L'entreprise candidate devra être prestataire du label Imprim'vert ou équivalent, la preuve de l'équivalence pouvant être apportée par tout moyen approprié.

L'ensemble des prescriptions en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement (HSE) devra également être respecté.

13.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT

La prestation, objet du présent marché, dont le prestataire assume l'entière responsabilité sera en tous points conforme aux exigences définies dans les documents de consultations et assortie d'une obligation de résultat, notamment concernant le respect des délais d'exécution et le respect de la qualité des prestations.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

14.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le prestataire et la Fédération qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont la Fédération est propriétaire ou prestataire, et qui est communiquée au prestataire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec la Fédération. Le prestataire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le prestataire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que la Fédération aurait elle-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au prestataire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le prestataire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par la Fédération à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment en cas de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

La Fédération s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. La Fédération informe le prestataire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Sauf à ce que le prestataire ait également conclu un contrat de parrainage avec la FFN, il ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client »

14.2 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 15 – RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES

15.1 RESPONSABILITÉ DU PRESTATAIRE

Le prestataire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le prestataire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

15.2 RÉPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la Fédération par le prestataire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du prestataire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du prestataire par la Fédération, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de la Fédération.

Tant que les fournitures restent la propriété du prestataire, celui-ci est, sauf faute de la Fédération, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la Fédération au matériel du prestataire et causant des dommages à celui-ci.

Le prestataire garantit la Fédération contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

15.3 ASSURANCES

Le prestataire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Fédération et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est prestataire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le prestataire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Fédération et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le prestataire s'engage à informer expressément la FFN de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le prestataire.

15.4 GARANTIES DIVERSES

Le prestataire (dont tous les membres du groupement le cas échéant) est tenu de notifier sans délai à la FFN les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le prestataire, le(s) co-traitant(s) et le(s) sous-traitant(s) et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la FFN.

En cas de manquement, la FFN ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement

ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le prestataire est également garant de la communication des informations, des conseils et de l'assistance nécessaires à la parfaite réalisation des prestations.

Le prestataire doit régulièrement informer la FFN de l'exécution des prestations, l'avertir de toute difficulté rencontrée dans ce cadre et proposer les solutions appropriées. En tant que professionnel, il a un devoir de conseil auprès de la FFN pendant toute la durée du marché. Ce devoir de conseil se matérialise par écrit adressé à la FFN.

ARTICLE 17 - DÉLAI D'EXÉCUTION

17.1 DÉBUT DE DÉLAI

Sauf stipulation contraire, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

17.2 EXPIRATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de la Fédération, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

Lorsque le marché a prévu que l'admission se fera dans les locaux du prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est celle prévue pour l'admission.

En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à la Fédération, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché ou du bon de commande, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché ou du bon de commande.

17.3 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Lorsque le prestataire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de la Fédération ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Fédération prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le prestataire signale à la Fédération les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à la Fédération la durée de la prolongation demandée.

La Fédération dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du prestataire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 18 - LIVRAISON

Les fournitures livrées par le prestataire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du prestataire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au prestataire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ces prestations de manutention donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Un sursis de livraison peut être accordé au prestataire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 15, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au prestataire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 15.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le prestataire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 19 - PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE

Pendant l'exécution du marché, la Fédération peut prescrire au prestataire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose, dans les limites et conditions fixées par le CCP et formalisées par avenant.

ARTICLE 20 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses particulières, de l'annexe de l'acte d'engagement et du cadre de réponse technique du prestataire.

20.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ

Une réunion de lancement aura lieu après l'attribution du marché. Elle aura notamment pour objet de :

- présenter l'organisation des Championnats d'Europe 2026,
- préciser les règles d'engagement des prestations et les modalités de facturation,
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à mener,
- rappeler la nature des prestations et le planning associé,
- agréer les modalités de communication avec le prestataire,
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation envers le prestataire.

20.2 SUIVI DES PRESTATIONS

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Prestataire s'engage à participer aux réunions de suivi organisées par la Fédération et/ou avec d'autres prestataires intervenant sur le projet.

Ces réunions pourront être tenues en présentiel ou en visioconférence, selon les besoins et les décisions de la Fédération. Le calendrier, la fréquence et l'ordre du jour de ces réunions seront communiqués au Prestataire avec un préavis raisonnable.

La participation du Prestataire à ces réunions est obligatoire. Toute absence devra être préalablement signalée et dûment justifiée auprès de la Fédération.

Les frais liés à la participation à ces réunions (y compris déplacements, temps de présence, préparation et suivi) sont réputés inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par le prestataire dans son offre financière. Aucune rémunération complémentaire ne pourra être exigée à ce titre.

ARTICLE 21 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ

Durant l'exécution du contrat le prestataire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de la Fédération et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le prestataire s'engage à avertir la Fédération de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

A ce titre, le prestataire s'engage à divulguer sur simple demande de la Fédération les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le prestataire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe la Fédération de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à la Fédération pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 22 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE

Les prix sont réputés fermes et non révisables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres

dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le prestataire ou par le retard du prestataire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du prestataire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T)

ARTICLE 23 - MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

23.1 INTÉRÊTS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

23.2 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

23.3 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

23.4 TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures sont transmises par voie électronique au responsable FFN de la prestation.

ARTICLE 24 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des délais peuvent être réduits en cas d'urgence liée à la tenue de l'événement.

24.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à la Fédération de contrôler notamment que le prestataire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

La Fédération effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au prestataire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités du présent article.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, la Fédération peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le prestataire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, la Fédération prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

24.2 ADMISSION

La Fédération prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au prestataire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison

24.3 AJOURNEMENT

Lorsque la Fédération estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le prestataire à présenter à nouveau à la Fédération les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le prestataire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du prestataire ou de silence gardé par lui durant ce délai, la Fédération a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du prestataire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par la Fédération au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Le prestataire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la Fédération dispose à nouveau de la totalité du délai prévu

pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le prestataire.

24.4 RÉFACTION

Lorsque la Fédération estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au prestataire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le prestataire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le prestataire formule des observations dans ce délai, la Fédération dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, la Fédération est réputée avoir accepté les observations du prestataire et l'admission est réputée sans réfaction.

24.5 REJET

Lorsque la Fédération estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le prestataire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le prestataire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le prestataire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par la Fédération, aux frais du prestataire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de la Fédération présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du prestataire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par la Fédération, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, la Fédération ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le prestataire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé la Fédération des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que la Fédération a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au prestataire.

ARTICLE 25 - PÉNALITÉS DU MARCHÉ

Les pénalités sont cumulatives entre elles si des manquements distincts sont constatés. Chaque pénalité donne lieu à un constat contradictoire notifié au prestataire. Elles sont neutralisées

pour la part de retard ou le manquement imputable à la FFN ou résultant d'un cas de force majeure dûment justifié.

25.1 PÉNALITÉS DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le prestataire, la Fédération applique des pénalités.

Lorsque la Fédération envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le prestataire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au prestataire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du prestataire dans ce délai ou si la Fédération considère que les observations formulées par le prestataire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

25.2 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire ne communique pas le(s) contrat(s) de sous-traitance et ses éventuels avenants à la Fédération dans un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la Fédération, le prestataire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

25.3 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES

En cas de non-respect du guide pratique pour de grands événements écoresponsables à Paris (présence de déchets, dégradation de la flore, des sols, des cheminements, du mobilier et équipements, circulation d'engins sur les espaces végétalisés) : 150€ par constatation.

Après mise en demeure restée infructueuse, si la gestion des déchets est non-conforme (tri/traçabilité/évacuation) : 500€

En cas de dégradations/non-remise en état en fin d'évènement : 500€ par site, sans préjudice de la refacturation des remises en état.

25.4 PÉNALITÉS SOCIALES

Si le prestataire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur

applique une pénalité de 250,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 26 - MODALITÉS DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur facture émise par le prestataire et après attestation de la cellule d'organisation des CEN 2026.

Toute facture reçue par la FFN avant attestation du service fait sera rejetée.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du prestataire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du prestataire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

ARTICLE 27 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par la Fédération. Lorsque la suspension est demandée par le prestataire, la Fédération se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du prestataire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le prestataire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 28.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les

parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le prestataire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le prestataire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à la Fédération d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

ARTICLE 28 – DISPOSITIONS DIVERSES

28.1 LANGUE

Tous les documents remis par le prestataire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le prestataire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction officielle en français.

28.2 GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à la Fédération la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 29 – RÉSILIATION

29.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Lorsque le prestataire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, la Fédération peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du prestataire.

Lorsque le prestataire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Fédération résilie le marché.

29.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU PRESTATAIRE

La Fédération peut résilier le marché pour faute du prestataire dans les cas suivants :

- Le prestataire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- Le prestataire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le prestataire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par la Fédération dans le cadre de l'article 4.2 ;
- Le prestataire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- Le prestataire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 13.3 ;
- Le prestataire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le prestataire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 7 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le prestataire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le prestataire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- L'utilisation des résultats par la Fédération est gravement compromise, en raison du retard pris par le prestataire dans l'exécution du marché
- Postérieurement à la signature du marché, le prestataire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le prestataire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux f, h, k et l du présent article, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au prestataire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Fédération informe le prestataire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le prestataire.

29.3 DÉCOMPTÉ DE RÉSILIATION

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par la Fédération et notifié au prestataire .

29.3.1 Au débit du prestataire

Le décompte de résiliation comprend au débit du prestataire :

- a. les sommes versées à titre d'avances, acomptes, règlements, solde.
- b. la valeur des moyens confiés non restitués
- c. la valeur des moyens pris à l'amiable

d. le montant des pénalités

29.3.2 Au crédit du prestataire

Le décompte de résiliation comprend au crédit du prestataire :

- la valeur contractuelle des prestations admises (y compris les intérêts moratoires)
- les prestations fournies à la demande de la Fédération

ARTICLE 30 - CONTENTIEUX

La Fédération et le prestataire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de la Fédération et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par la Fédération à la suite d'une mise en demeure adressée par le prestataire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.

Tout différend entre le prestataire et la Fédération doit faire l'objet, de la part du prestataire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à la Fédération dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

La Fédération dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque la Fédération et le prestataire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite précédemment, ils privilégient le recours, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le prestataire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par la Fédération ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées au présent article, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le prestataire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.